

*Initiatives ministérielles*

nous n'avions jamais vue dans l'histoire du Canada. Mais pourtant, après sept ans et après une croissance économique formidable comme celle que nous avons eue au cours des années 1984, 1985, 1986 et 1987, nous nous trouvons avec le même taux de chômage qu'il y avait en 1984 quand le premier ministre voulait créer des *jobs* et encore des *jobs* comme il l'avait promis à tous les Canadiens, soit de créer des *jobs* et de leur donner la prospérité.

Mais voilà que nous sommes dans une récession créée au Canada par ce même gouvernement et que l'on coupe le paiement aux provinces. Madame la Présidente, pendant l'été, comme plusieurs députés, j'ai moi aussi profité de la période de relâche parlementaire pour faire comme on dit, du porte-à-porte pour visiter les électeurs. Dans ma circonscription, celle de Saint-Léonard, parce que le gouvernement fédéral avait coupé les paiements de transfert aux provinces, les provinces ont coupé les paiements de transfert aux municipalités et la municipalité de Saint-Léonard a été obligée d'imposer une taxe sur les vidanges à tous les citoyens, qu'ils soient propriétaires, locataires ou commerçants. C'était justement au cours de cette période que je faisais du porte-à-porte que les citoyens de Saint-Léonard recevaient cette facture. Je peux vous dire qu'ils n'étaient pas contents et ils étaient désespérés. Ils me disaient: «Écoutez là, il faut que cela cesse. Toujours des taxes, des taxes».

Quand j'ai essayé de leur expliquer la situation, j'ai compris une chose, madame la Présidente, que c'est bien beau de dire et il m'aurait été facile de dire à mes commettants: Ce n'est pas de mon domaine, je suis au fédéral et cela relève du niveau municipal. Allez voir vos conseillers. Mais ils savaient très bien d'où cela provenait. Ils disaient: Cela a commencé au fédéral; vous avez coupé au fédéral, le provincial a coupé au municipal, mais c'est toujours les mêmes contribuables qui paient. D'un côté, nous augmentons les taxes et d'un autre côté, nous coupons les services. Et donc, les citoyens sont désespérés, madame la Présidente, et bien sûr, cela ne peut pas continuer comme cela. Ils en ont vraiment assez.

Donc, madame la Présidente, depuis qu'on est rentré, on a eu tous les débats sur la question de Montréal. Depuis 1986, il y a 10 000 chômeurs de plus à Montréal. Tous les jours, on voit une fermeture. Donc, comment allons-nous nous sortir de cela? Et si, à ce même moment, les citoyens ont besoin plus que jamais de l'assistance publique et que nous la coupons, cela ne peut pas définitivement aider la situation. Cela va empirer et c'est à cause de cela que les crimes augmentent et que nous avons tous les troubles que nous vivons aujourd'hui dans notre société. C'est justement parce que la situation économique est tellement terrible, le fardeau est tellement lourd que les citoyens sont vraiment désespérés.

Madame la Présidente, je sais que mon temps s'écoule—on est à la période de dix minutes—mais avant de

conclure, je ne voudrais pas oublier de remercier ma collègue, la députée de Mount Royal, qui a dirigé ce débat pour nous, de l'opposition officielle. J'aimerais donc la féliciter pour le travail exceptionnel qu'elle a fait au cours des derniers jours.

Et j'espère, quand arrivera le temps de voter, que les députés du côté gouvernemental vont penser aux pauvres, aux malades, aux sans-abri dans leurs comtés, qui ont besoin de ces programmes d'aide à l'assistance publique.

Madame la Présidente, c'est impossible de remplacer une politique sociale, adéquate et juste, par une politique de diminution du déficit seulement. Je suis d'accord sur le fait qu'il faille trouver une solution plus équilibrée aux problèmes économiques et sociaux du pays. Le Régime d'assistance publique du Canada est la pierre angulaire de notre régime de sécurité sociale. C'est un service de dernier ressort pour plusieurs Canadiens, peu importe la province où ils résident parce que les problèmes sont un peu partout les mêmes, madame la Présidente. Tout ce que ce projet de loi réussit à accomplir, c'est la destruction des mesures de sécurité sociale. Voilà la vraie doctrine des conservateurs.

*[Traduction]*

Comme le dit clairement le titre d'un article paru en août dans le *Winnipeg Sun*: «Le gouvernement fédéral aggravera la pauvreté. Il y aura toujours des pauvres, mais par la faute des conservateurs de Mulroney, ils seront plus nombreux et plus pauvres.» On ne peut mieux résumer la situation dans laquelle les Canadiens se trouvent aujourd'hui. Le gouvernement mène la charge contre les pauvres et nous entendons les Canadiens lui dire qu'ils n'en peuvent plus.

Une jeune femme est venue me voir à mon bureau, en août, et elle m'a dit: «M. Gagliano, c'est facile, pour vous, de dire que nous devrions être fiers de notre pays, mais comment puis-je être fière du Canada, alors que j'ai fini mes études, il y a deux ans, et que je n'ai pas encore trouvé d'emploi. C'est facile pour vous: vous avez un emploi. Moi, je n'en ai pas.»

Voilà ce que nous disent nos électeurs, quand nous revenons dans nos circonscriptions. En ce jour où des députés et des sénateurs se réunissent dans une pièce, pas loin d'ici, pour commencer le débat sur l'unité nationale, j'espère qu'ils n'oublieront pas que nous avons besoin de la prospérité économique pour garder notre pays uni. Il nous faut des politiques économiques et sociales qui permettent aux Canadiens d'espérer des jours meilleurs. Nos jeunes ont besoin d'aller à l'école en sachant qu'ils pourront trouver un emploi quand ils auront leur diplôme. Nos personnes âgées et nos pauvres devraient pouvoir être sûrs de se loger, de se nourrir et de se faire soigner convenablement, en cas de besoin.